

Brésil, autopsie d'une débâcle démocratique

Laurent Delcourt

Fin 2011, le Brésil est un modèle de réussite. En 2016, il connaît une montée inquiétante de la violence politique. Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer cette régression ? Quelles sont les causes profondes de ce brusque bond en arrière ?

Fin 2011, Luiz Inácio Lula da Silva, achève son second mandat présidentiel avec une popularité record, inédite pour un président brésilien en fin d'exercice, avec plus de 85 % d'opinions favorables. Il laisse alors à celle qu'il a désignée pour reprendre en main les rênes du pays, Dilma Rousseff, un héritage exceptionnel. Le pays a renoué avec une croissance durable. Près de 40 millions de Brésiliens sont sortis de la pauvreté. Le taux de chômage est au plus bas, les salaires sont bien plus élevés, les prestations sociales sont plus nombreuses, l'accès au logement, aux crédits et aux études supérieures est mieux assuré pour les catégories les plus vulnérables. Pour la première fois, des espaces de dialogue et de concertation avec les mouvements sociaux ont été ouverts. Et, célébré par les institutions internationales comme un modèle de réussite, le Brésil, « nouvelle puissance émergée », rayonne dans le monde, déployant un activisme diplomatique tous azimuts.

Las, cette période semble révolue. Malmenée, la démocratie brésilienne présente aujourd'hui un visage beaucoup moins reluisant. Remisant ses ambitions internationales, le pays est redevenu un nain diplomatique. Et, dans le viseur de la justice — tout comme une bonne partie de ses ministres — le président, Michel Temer, atteint des sommets d'impopularité (soit près de 97 % de rejet). Arrivé au pouvoir grâce à la destitution de la présidente légitime, au terme d'un procès politique ubuesque, son gouvernement composé majoritairement d'« hommes, blancs, riches et chefs d'entreprise », s'est d'emblée attelé à démanteler l'héritage social et les avancées démocratiques du « lulisme », sans aucun mandat électoral. Les dépenses publiques ont été gelées pour une période de vingt ans. Les prestations sociales ont été rabaissées. Les mécanismes de protection des travailleurs ont été assouplis. Les obligations environnementales ont été allégées. Les institutions actives dans la défense des droits humains, de l'environnement et des populations les

plus vulnérables ont été privées d'une bonne partie de leur budget. Et le processus de privatisation a été relancé, tandis que les politiques de prévention ont été abandonnées au profit du « tout répressif » (Delcourt, 2017).

Incontestablement, la destitution de Dilma Rousseff, en 2016, marque un point de rupture dans l'histoire de la jeune démocratie brésilienne. Qualifiée avec raison de coup d'État parlementaire, elle a brusquement interrompu le cycle politique enclenché par l'arrivée au pouvoir de la gauche dans le pays. Symptomatique de la ruine du système politique brésilien et de l'indigence de ses représentants politiques, elle a remis au centre du jeu les vieilles oligarchies corrompues et les forces politiques les plus rétrogrades. Et, en permettant la mise en œuvre de réformes dites de « *fim do mundo* » (de fin du monde), visant les couches populaires, elle a donné le coup d'envoi d'un brutal processus de régression sociale et démocratique, dans un contexte de forte récession économique, d'explosion de la violence criminelle, d'intolérance sociale et de haine politique exacerbée.

Révéléateur de ce *backlash*, Lula, le grand favori des sondages, a été condamné à neuf ans de prison, peine relevée à douze ans en appel, sur la base de convictions hasardeuses, directement écroué, confiné à l'isolement et privé de parole publique à la demande d'un juge bien dé-cidé depuis le début à avoir la peau de la figure de proue de la gauche brésilienne, quitte à utiliser des méthodes à la limite de la légalité. Parallèlement à ce qui apparaît comme une tentative d'empêcher le très populaire ex-président de se porter candidat aux prochaines élections présidentielles d'octobre 2018, le pays connaît une montée inquiétante de la violence politique. L'assassinat en mars dernier à Rio de Janeiro d'une jeune élue du Psol (Parti socialisme et liberté),

Marielle Franco, a certes été largement commenté dans les médias, mais bien d'autres crimes politiques sont restés dans l'ombre du projecteur médiatique. Ainsi, au cours de la seule année 2017, près de septante-et-un militants (paysans sans terre, indigènes, écologistes, etc.) ont été assassinés, dénonce la Commission pastorale de la Terre (CPT), soit le chiffre le plus élevé depuis quatorze ans et l'hécatombe s'est poursuivie en 2018 (Vigna, 2018 ; CPT, 2018).

Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer cette régression ? Quelles sont les causes profondes de ce brusque bond en arrière ? Assurément, ce « *golpe* » n'est pas l'aboutissement d'une conjuration concertée, planifiée de longue date et réussie des droites, mais bien le résultat non programmé d'un ensemble nettement plus complexe de facteurs, de raisons et d'intentions, dans des circonstances et des contextes d'opportunité changeants. Nous retiendrons ici en particulier trois conjonctions de facteurs qui ont rendu possible cette situation : la rupture du pacte social mis en place par Lula, sous l'effet d'une crise économique, sociale et institutionnelle d'une exceptionnelle gravité, la vague conservatrice qui déferle actuellement sur le pays et la crise que traversent actuellement les gauches, sociales et politiques, révélatrice des changements sociopolitiques et culturels profonds dans la société brésilienne.

Crise économique, « *lava jato* » et rupture du pacte social

Fruits de nombreuses tractations, le « lulisme » s'est appuyé sur un nouveau « pacte de classes » entre les milieux populaires et les élites économiques brésiliennes. Le journaliste et politologue Gilberto Maringoni (2011) rappelle les bases de ce pacte : « des taux d'intérêt très rémunérateurs pour le capital, des augmentations de salaire minimales et des politiques sociales ciblées ». Afin

de s'assurer l'assise la plus large possible au Congrès, indispensable pour gouverner au Brésil, dans le cadre du présidentielisme de coalition, le gouvernement du très populaire ex-syndicaliste et talentueux négociateur avait fait de nombreux compromis et noué de nombreuses alliances, y compris avec certaines des forces politiques les plus à droite, quitte à renoncer en partie à son projet initial. En a résulté un modèle de développement hybride mêlant orientations macroéconomiques orthodoxes, politiques de stimulation du marché intérieur au moyen d'investissements publics, de généreux crédits, de hausses de salaire et d'allocations sociales et de mesures de soutien aux secteurs exportateurs et aux multinationales brésiliennes. En période de boni, ce modèle « néodeveloppementiste » contentait certes tout le monde, les plus riches comme les plus pauvres, mais ce mariage de raison, qui a longtemps fait le succès du « lulisme », ne pouvait résister ni aux effets de la crise économique ni à l'affaire du « *lava jato* » (lavage express)¹.

Dès le premier mandat de Dilma Rousseff (2012-2014), en effet, les nuages s'amoncèlent dans le ciel économique brésilien. Les revenus d'exportation chutent brusquement en raison de la baisse des cours des matières premières, la croissance stagne, la dette se creuse, la tendance à la désindustrialisation et à la reprimarisation de l'économie se précise, et le chômage repart à la hausse. Anticipant avec crainte une baisse des taux de profits, les milieux économiques et financiers pressent alors la présidente d'adopter une politique de rigueur ainsi que des réformes structurelles de fond.

1| Le scandale du « *lava jato* » désigne un vaste système de corruption et de financement illégal des partis politiques impliquant la Petrobras, des entreprises du BTC (Odebrecht, principalement) et de nombreux hauts responsables politiques, de la majorité comme de l'opposition. Il a été mis à jour après une banale enquête portant sur une affaire de blanchiment d'argent dans des stations de lavage de voiture.

Message finalement entendu par Dilma Rousseff qui, après avoir fondé sa campagne sur un programme résolument de gauche, cède à leurs exigences, au lendemain des élections présidentielles d'octobre 2014 et nomme un banquier d'affaires, Joaquim Levy, à la tête du ministère des Finances (Altman, 2015 ; Salama 2016). Mais ce virage libéral et vers plus d'austérité ne fait qu'aggraver les effets de la crise. Loin d'apaiser le monde des affaires, ce dont témoigne la forte implication de ses lobbies dans la campagne menée pour l'*impeachment* de la présidente², il lui aliène une bonne partie des classes moyennes et des catégories sociales les plus affectées par la crise. Rendant de plus en plus difficile le maintien de la coalition gouvernementale, il alimente aussi un fort sentiment de trahison à gauche, y compris au sein du Parti des travailleurs (PT) et mine la crédibilité de la présidente (Salama, 2016).

C'est dans ce contexte, et au moment même où la popularité de Dilma Rousseff est au plus bas, qu'éclate le gigantesque scandale du « *lava jato* ». Révélation après révélation, l'affaire déclenche un « sauf-qui-peut » généralisé dans le monde politique. À ce moment, les dés sont jetés. Désignés d'emblée par des médias nationaux, très antipétistes, comme étant les principaux architectes de ce système de corruption, le PT et son ex-président font alors figure de boucs émissaires tout trouvés. Il n'en faut pas plus pour que le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), le grand partenaire de la coalition, pris lui aussi dans la tour-

2| La première fédération d'industriels du pays, la Fiesp (Fédération des industries de Sao Paulo) a ainsi été l'un des principaux protagonistes du mouvement *pro-impeachment*, achetant de vastes encarts publicitaires dans les journaux brésiliens pour placer ses slogans, équipant des chars publicitaires durant les manifestations et distribuant des collations et des calicots aux militants. Son symbole était un gigantesque canard en plastique, qui est peu à peu devenu le signe de ralliement, avec la vareuse de la seleção, des manifestants *pro-impeachment*.

mente du « *lava jato* », lâche le PT pour se rapprocher du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), le grand parti de l'opposition, bien décidé lui aussi à reprendre la main après avoir été écarté à quatre reprises par les urnes. Cette volte-face permettra, d'une part, d'écarter une présidente devenue gênante et, d'autre part, d'ouvrir la porte à la formation d'une coalition alternative avec, à la clé, l'opportunité aussi pour les deux formations et leurs alliés au Congrès d'échapper à une enquête qui se rapprochait dangereusement d'eux³.

La déferlante réactionnaire

La crise économique et le « *lava jato* » ont certes fragilisé la position de la présidente, laminé sa crédibilité et précipité sa chute. Mais sa destitution et le retour aux commandes des vieilles oligarchies sont aussi l'aboutissement d'une double offensive réactionnaire menée à la fois au Congrès national et dans la rue, avec l'appui des grands médias nationaux (Delcourt, 2016 ; 2017 ; *Alternatives Sud*, 2018).

Insistant sur le fait que la destitution de Dilma Rousseff respecte à priori les procédures démocratiques et s'appuie sur des mécanismes formels prévus par la Constitution de 1988, certains nient la réalité du coup d'État au Brésil. Mais, au-delà de ses aspects formels et juridiques, l'*impeachment* doit aussi être analysé à l'aune des rapports de force réels qui structurent le champ politique brésilien.

Sur ce plan, les élections d'octobre 2014 n'augurent rien de bon pour la présidente en dépit de sa victoire. Elles débouchent en effet sur la mise en place du Congrès

le plus réactionnaire depuis le retour de la démocratie dans les années 1980. Dans cette assemblée, traditionnellement très à droite, considérée comme le bastion des élites depuis la première république, les tendances politiques les plus rétrogrades ont vu leur poids, et donc leur capacité de nuisance, se renforcer, au détriment des « *bancadas* » (littéralement rangée de bancs, groupes parlementaires) progressistes. Le lobby des propriétaires terriens compte désormais plus de 220 députés (sur 513), tandis que celui des évangélistes est représenté par près de 87 parlementaires (contre 73 en 2010, 59 en 2002 et 18 à peine en 1986). Autrement dit, avec d'autres groupes réactionnaires (défenseurs des armes à feu et d'une politique sécuritaire et pénale dure, défenseurs de la libre entreprise, etc.), eux aussi en progression, ils sont actuellement ultra-majoritaires au sein du Parlement (Delcourt, 2017 ; Oualalou, 2018).

Une majorité qu'ils ne se sont pas privés d'utiliser pour imposer leur agenda politique, voter à une écrasante majorité la destitution de Dilma Rousseff, sur la base d'un hypothétique crime de responsabilité et pour adouber, sans autre forme de procès, son vice-président, Michel Temer, en échange d'avantageuses concessions (Delcourt, 2017). À ce propos, on ne saurait être plus explicite que Nelson Marquezelli, l'un des chefs de file des parlementaires « ruralistes » qui déclare sans ambages dans un documentaire diffusé sur Arte : « l'agriculture est la base du pays. Si vous ne lui donnez pas de ministre qui parle la même langue que le front rural, il ne reste pas "très" longtemps. Ni le ministre ni même la présidente... » (Arte, *Brésil. Le Grand bond en arrière*, diffusé le 10 avril 2017).

Reste que les parlementaires qui ont voté contre la présidente, en invoquant au passage leur église, leur famille, le

3 | Une conversation téléphonique, enregistrée à l'insu d'une des pointures du PMDB, Romero Jucá, et révélée publiquement, conforte cette thèse : « La destitution est nécessaire, explique-t-il à son interlocuteur. Il faut résoudre toute cette merde. Il faut changer le gouvernement pour stopper l'hémorragie » (voir Greenwald, Fishman, Miranda, 2016).

danger du communisme ou la mémoire d'un ancien tortionnaire, ont trouvé aussi dans la clameur de la rue un allié opportun. Rappelons-le, cet affligeant vote-spectacle a été précédé par une vague de mobilisation sans précédent depuis les manifestations géantes en faveur de l'élection présidentielle directe (les *Diretas já*) en 1983-1984. Entre juin 2013 et mars 2016, les rues des grandes villes brésiliennes voient défiler des centaines de milliers de personnes. Lancé par des groupes autonomistes de gauche pour réclamer des services publics moins onéreux et de meilleure qualité, ce cycle de mobilisation a très vite pris une coloration franchement conservatrice à mesure que la protestation s'est étendue à d'autres milieux, a drainé d'autres publics et s'est focalisée sur la corruption, pour se transformer enfin, à partir de mars 2014, en une violente campagne de protestation antisécéiste et *pro-impeachment*.

Aux antipodes de l'image qui en a été donnée par les médias nationaux et internationaux, à savoir celle du réveil démocratique et citoyen de tout un peuple bien décidé à en finir avec la corruption, ce mouvement *pro-impeachment* s'apparentait bien plus aux « Marches des familles avec Dieu pour la liberté » qui, en 1964, avaient précédé sinon précipité le coup d'État militaire ou encore à une version tropicale du Tea Party aux États-Unis. Le profil social des manifestants (classe moyenne à haute), l'idéologie des organisations mobilisatrices (ultralibérales, libertariennes, pro-vie, pro-armes à feu, nostalgiques du régime militaire, etc.), les slogans proférés (pour la suppression des aides sociales, pour la diminution des impôts, pour des politiques sécuritaires plus dures, pour une intervention militaire, contre le communisme, pour une moralisation de la vie collective et individuelle, etc.) ne laissent en effet planer aucun

doute sur le caractère réactionnaire de ce (contre)mouvement (Delcourt, 2016 ; *Alternatives Sud*, 2018).

Sa montée en puissance peut certes s'expliquer par l'appui reçu de la part de puissants relais dans le monde politique, économique, médiatique et juridique, souvent marqués très à droite. Mais elle traduit certainement aussi des changements socioculturels plus profonds dont témoignent, entre autres, la stupéfiante montée en puissance des églises évangéliques et un vaste mouvement de re-mobilisation (tout autant que de désaffiliation) politique des classes moyennes, sur fond de crise des gauches, et de mutation de la militance (Oualalou, 2018 ; *Alternatives Sud*, 2018).

Des gauches brésiliennes en crise, en perte de vitesse et d'assise

Face à cette percée conservatrice, les gauches brésiliennes se sont trouvées désarçonnées. Affaiblies et divisées, elles n'ont pu lui résister. Comme le montre le succès des droites militantes capables désormais de mobiliser des milliers de personnes, elles n'ont même plus le monopole de la rue.

Privé de son leader, le PT n'est plus que l'ombre de lui-même. Grand perdant des élections municipales d'octobre 2016, il paie aujourd'hui le prix de ses alliances contre nature, de l'abandon d'une bonne partie de son programme de transformation sociale au profit d'une gestion technocratique et d'une vision économique étriquée, de la fuite en avant libérale du second gouvernement Rousseff et, bien entendu, de l'implication de plusieurs de ses hauts responsables politiques dans le scandale du « *lava jato* ». Tout cela a fini par décrédibiliser son programme politique et alimenter un très large sentiment de désillusion, de trahison voire de révolte qui a érodé sa base électorale, réduit son ancrage social et démobilisé ses militants.

De fait, le PT porte aussi une part de responsabilité dans ce grand bond en arrière. « Le pouvoir a fait très mal au PT », note le journaliste et politologue de gauche, Aldo Fornazieri, dans un pamphlet appelant le parti à faire son autocritique : « les structures dirigeantes du parti se sont laissé corrompre, les militants se sont laissé domestiquer et les mouvements sociaux, autrefois en orbite autour du PT, se sont trouvés propulsés en orbite autour de l'État [...] perdant leur énergie combattive dans leur lutte pour les droits et la justice sociale [...] » (2016). Exposé à la vindicte en tant que premier parti de gouvernement, diabolisé comme toujours dans les médias, celui qui se voulait un « exemple d'administration correcte de la chose publique », un « ciment éthique » et le promoteur d'une démocratie étendue en est ainsi venu à concentrer sur lui une haine tenace au sein d'une bonne partie de la population, et en particulier au sein de couches moyennes traumatisées par la récession économique (Delcourt 2016 ; 2018).

Mais la crise qui touche le PT est aussi celle de l'ensemble des gauches brésiliennes, sociales et politiques. Aucune de ses composantes ne semble aujourd'hui en mesure de prendre la relève. En cause, la généralisation d'une culture individualiste et consumériste le vide d'appartenance idéologique, le déclin du mouvement syndical, la dissolution des identités de classes, la corrosion des liens associatifs, le vieillissement des militants, le rétrécissement de ses espaces traditionnels de socialisation politique ou encore la montée fulgurante de l'insécurité qui ont fait beaucoup de mal aux gauches brésiliennes. Ces dynamiques ont créé tantôt les conditions propices à un repli sur soi, tantôt ont amené de plus en plus de Brésiliens à adhérer aux solutions moralisatrices et sécuritaires des très conservatrices églises pentecôtistes, aujourd'hui en plein essor dans les quartiers populaires, ou aux slogans sim-

Bibliographie

- Altman B. (2015), « Virage à droite pour le Parti des travailleurs », *Le Monde diplomatique*, avril, 2015.
- Alternatives Sud (2018), *Droites militantes et mobilisations réactionnaires*, vol. 25-1, Cetri-Syllepse, Louvain-la-Neuve, Paris.
- Delcourt L. (2016), « Printemps trompeur au Brésil », *Le Monde diplomatique*, mai, p. 1 et 9
- Delcourt L. (2017), « Le Brésil risque de subir l'une des plus grandes régressions écologique et sociale de son histoire », *Basta!*, 29 juin, <https://bit.ly/2zeunhc>
- Greenwald G., Fishman A., Miranda D. (2016), « New Political Earthquake in Brazil: Is It Now Time for Media Outlets to Call This a "Cou" ? », *The Intercept*, 23 mai, <https://bit.ly/1sMSN9B>.
- Fornazieri Z. (2016), « Os escombros do PT », *GGN (O jornal de todos os Brasís)*, 3 octobre, <https://bit.ly/2IWMjn2>.
- Maringoni G. (2011), « Um novo pacto de classes », *Carta Maior*, 13 mai, <https://bit.ly/2tWWtlx>
- Oualalou (2018), *Jésus je t'aime ! La déferlante évangélique*, Éditions du Cerf, coll. Actualité.
- Salama P. (2016), « Reprimarisation sans industrialisation. Une crise structurelle au Brésil », *Autres Brésils*, 5 mai, <https://bit.ly/1XhKwWq>
- Vigna A. (2018), « Assassinat d'élus et de militants sans terre. Retour de la violence politique au Brésil », *Le Monde Diplomatique*, mai, p. 8-9.

plistes d'entrepreneurs politiques marqués à droite, voire à l'extrême droite, à l'instar du très populaire député misogyne, homophobe et xénophobe, Jair Bolsonaro.

Sa deuxième place dans les sondages, à la veille de l'élection présidentielle, l'arrivée à la mairie de Rio, deuxième ville du pays, de l'ultra-conservateur pasteur évangélique de l'Église universelle du règne de Dieu, Marcelo Crivella, et le succès rencontré par le mouvement *pro-impeachment* et ses organisations phares (Movimento Brasil Live, Vem pra Rua, etc.) sonnent comme un solide avertissement pour des gauches qui peinent de plus en plus à mobiliser leurs bases. Cette onde réactionnaire qui traverse la société brésilienne est incontestablement le signe d'une perte de terrain des acteurs progressistes au profit de droites militantes, habiles à capter les ressentiments de la rue (Delcourt, 2016 ; Oualalou 2018 ; *Alternatives Sud*, 2018).

C'est dire combien les chantiers sont nombreux pour les gauches brésiliennes. À l'avenir, elles devront impérativement réinvestir la rue, renouer avec le terreau populaire, créer de nouvelles synergies et se (re)positionner comme une force convaincante de propositions et de changement, sous peine de voir leur marginalisation se poursuivre et le processus de régression sociale gagner du terrain. Incapables de s'entendre sur une candidature unique et un programme commun en vue des prochaines élections présidentielles, le pari est cependant loin d'être gagné.